

Louis Pierre DAVID (1815-1904)
un tourangeau opposant républicain au coup d'État de Napoléon III,
père de l'aventurière et exploratrice Alexandra David-Néel (1868-1969)

Pierre David (1780-1849), instituteur en Indre-et-Loire

Le grand-père paternel d'Alexandra, Pierre David est né le 30 avril 1780 à Unay-le-Franc (Côte d'or), fils de Jean David, charpentier et de Marguerite Millière. Les David descendent d'une famille protestante de souche huguenote. Militaire, caporal au 47^e régiment de ligne à Tours, Pierre se marie à Tours le 29 octobre 1810 avec Anne Colombe Ménétrié, née le 15 février 1790 à Perpignan. Lors du mariage, Pierre David est domicilié à la caserne du Vieux Château, rue Jean-Jacques Rousseau. Mineure, Anne Colombe est couturière, domiciliée au Vieux Château où elle vit avec sa grand-mère. Placée sous l'autorité de Jean Cousin, garde du corps impérial du génie, âgé de 63 ans et demeurant 1, rue du Cluzel à Tours, elle est autorisée à contracter mariage par acte d'avis des parents reçu par le juge de paix du canton de Tours-centre le 28 octobre 1807. Le 1^{er} octobre 1812, naissance d'une fille, Émilie Colombe. Puis, en 1813, le lieutenant Pierre David part avec le 96^e régiment de ligne pour la campagne d'Allemagne. Gravement blessé à la bataille de Leipzig le 16 octobre 1813, il revient en France.

Le 6 juillet 1815, naissance de Louis Pierre, baptisé par le vicaire de la paroisse Saint-Martin (cathédrale de Tours, acte n°85). Lors de la naissance, le père est en garnison, loin de Tours. Les parents résident alors 30 rue Corneille à Tours. Pierre David est franc-maçon et participe à la Loge « Enfants de la Loire ». En 1816, la famille David s'installe commune de Saint-Avertin.

De 1816 à décembre 1821, Pierre est maire-adjoint de Saint-Avertin. Le couple David aura deux autres enfants, nés à Saint-Avertin, Jules Jean Baptiste le 9 novembre 1818 et Joseph Ferdinand le 14 septembre 1821.

Pierre fait la classe aux jeunes de la commune depuis septembre 1818. Après avoir obtenu le brevet de capacité de l'enseignement, il est nommé instituteur à Athée-sur-Cher puis à Hommes le 2 avril 1835. Le 15 juin 1835 le maire de la commune d'Athée-sur-Cher délivre un certificat de moralité pour les fonctions d'instituteur : *« le sieur David Pierre, ancien instituteur communal de la commune d'Athée est de bonne vie et moralité, qu'il s'est conduit avec honneur et probité pendant le temps qu'il a exercé »*.

Le 28 juin 1836, Pierre David qui vit avec toute sa famille à Hommes, rend compte de la situation de l'école communale à l'inspecteur des écoles primaires : *« depuis le mois de mars dernier, je ne possède plus que huit élèves dont trois indigents. Cette désertion est attribuée en grande partie aux progrès qu'ils ont fait, pour le reste ce sont les travaux de la campagne [...] Point de secrétariat de la commune, point de bureau de tabac, point d'arpentage dans ce pays, presque plus d'élèves, la position de l'instituteur qui ne cumule pas quelque'un des emplois mentionnés ci-dessus, ne peut être heureux »*. Il demande alors sa mutation. Il renouvelle sa demande le 6 mai 1837. De Hommes, David écrit, le 31 mars 1848, à l'inspecteur des écoles primaires qu'il ne peut se rendre le 2 avril à Château-la-Vallière *« à cause de l'état de ma santé et l'éloignement de la commune d'Hommes du chef-lieu de canton »*. Il décède à Hommes le 2 octobre 1849, déclaration faite en mairie par son fils, Louis Pierre.

Louis Pierre David (1815-1904), instituteur et républicain engagé

Le fils aîné, Louis Pierre, le père d'Alexandra David-Néel, poursuit sa scolarité supérieure à l'école normale d'instituteur de Versailles, établissement qui accueillait alors les candidats de l'Indre-et-Loire. Il remporte un prix d'excellence et obtient à 20 ans, le 7 septembre 1835, son brevet de capacité pour l'instruction primaire délivré par le département de la Seine. Nommé initialement à Joigny dans l'Yonne, il obtient fin 1835 le poste d'instituteur de l'école communale de Neuillé-Pont-Pierre en Indre-et-Loire.

Recensé militairement dans la commune d'Hommes pour la classe 1835, Louis Pierre *« résidant à Neuillé-Pont-Pierre, instituteur primaire »* est *« dispensé, attaché à l'instruction publique »*.

Sa sœur Émilie « *sans profession* » vient vivre avec lui à Neuillé-Pont-Pierre. Elle s'y marie, le 16 avril 1839, avec Lucien François Ferdinand Raphaël Royné, huissier de justice demeurant à Bléré né en 1807. Louis Pierre est un des témoins du mariage. Puis le couple s'installe à Bléré, 11 rue des Fossés ; le couple aura un fils unique, Lucien né le 27 novembre 1840, futur maire et conseiller général.

En février 1839, des habitants de Neuillé-Pont-Pierre manifestent contre David « *les intentions les plus hostiles* ». Le 29 mai 1839, l'inspecteur des écoles primaires écrit au recteur d'académie : « *David a sûrement quelques torts ; il se dispense trop facilement de fréquenter les offices et il n'aurait pas dû porter la main sur le juge de paix ni même lui refuser le passage pour sa classe* ». À Neuillé-Pont-Pierre, le logement de l'instituteur, l'école et le bureau de la justice de paix sont réunis dans le même bâtiment. Le juge de paix « *pour plus de commodités, en hiver par exemple, venait se placer près du poêle de la salle d'école où il entendait ses témoins, instruisait ses procès* » devant les élèves. David veut faire cesser ces habitudes et les relations entre les deux hommes s'enveniment.

Le 23 juin 1839, le comité supérieur de l'instruction du canton de Neuillé-Pont-Pierre suspend de ses fonctions Louis Pierre David pour un mois suite à une plainte du juge de paix et du curé. Le 13 décembre 1839, le comité supérieur déclare que « *David a cessé depuis longtemps de faire sa classe sans prévenir* » et demande sa révocation. Des parents d'élèves signent une pétition de soutien à David « *nous n'avons qu'à nous louer de sa conduite, privée et publique* ». David donne toutefois sa démission le 12 décembre 1839. Le 17 décembre 1839, le recteur d'Orléans écrit à l'inspecteur des écoles que David « *a tenu une conduite tout à fait blâmable ; il a quitté à deux reprises différentes la direction de son école et laissé les enfants sans instruction* ». Quant au juge de paix de Neuillé-Pont-Pierre, il est révoqué.

Le 1^{er} juin 1840, Louis Pierre David obtient officiellement le poste d'instituteur de Bléré, commune où vit désormais sa sœur Émilie et son mari. Le 25 novembre 1840, David « *directeur d'école* » est le témoin de la déclaration de naissance de Lucien Royné, le fils de sa sœur, futur maire et conseiller général de Bléré.

Franc-maçon, républicain, intellectuel idéaliste, Louis Pierre David assiste à Paris le 9 juillet 1847 aux premiers banquets républicains. En décembre 1847, David, lors d'une conférence publique à Bléré, lance une discussion sur l'opportunité de la prière qui devait ouvrir la conférence. Militant lors de la révolution de 1848, il est à Paris en février 1848 pour participer aux banquets républicains et reste longtemps dans la capitale. En mai 1848, la ville de Tours devient républicaine. Ami de Louis David, le notaire Sincère Lauly, ancien conseiller de préfecture, est nommé maire de la ville.



Un banquet républicain en 1848

Le 27 juin 1848, par délibération, le comité d'instruction primaire de Bléré signale que David néglige l'école, émet « *des propositions socialistes les plus subversives de l'ordre public et a cherché constamment à exciter les classes laborieuses et pauvres de la société contre les Riches, les Bourgeois et les Nobles, qui leur représentait comme étant la cause de leurs souffrances et de leur misère* » et le comité demande à l'unanimité la suspension, la révocation et le remplacement de l'instituteur. Le 5 juillet 1848 des habitants de Bléré envoient au préfet une pétition : « *depuis plusieurs mois, l'instituteur de Bléré et celui de La Croix s'étaient ostensiblement posés comme agents provocateurs du désordre et de l'anarchie. Ils déclamaient contre la propriété, excitaient les ouvriers à demander une diminution dans les heures de travail, une augmentation dans les salaires, laissaient entrevoir une grève organisée* ».

Le 7 juillet 1848, d'autres habitants de Bléré signent eux une pétition de soutien à David : « *ayant appris que des attaques les plus violentes sont dirigées même par la voie des journaux contre leur instituteur communal* ». Ils déclarent « *que dans leur opinion les calomnies répandues contre l'instituteur David ont pour but de retirer à ce citoyen l'estime publique qu'il a su acquérir par une vie irréprochable par des sentiments d'une douceur incontestable, par des idées politiques généreuses et par un patriotisme à toute épreuve ; que la République ne possède pas un plus sincère défenseur que le citoyen David qui n'a pas craint de la soutenir par un zèle digne des plus grands éloges* ». Au mois d'août 1848, il est finalement suspendu de son poste pour avoir abandonné l'école pour se rendre à Paris sans permission, d'avoir tenu dans l'école un club public et de professer des doctrines socialistes.

Le ministre de l'Instruction publique et des Cultes écrit au recteur de l'académie d'Angers qui gère alors l'instruction primaire d'Indre-et-Loire : « *David instituteur à Bléré comme professant des opinions et se livrant à des actes extrêmement dangereux pour la tranquillité du pays, comme ayant fondé notamment dans sa commune un Club, aujourd'hui dissous en apparence, mais qui, d'après des renseignements dignes de foi, continue à exister comme société secrète* » doit être surveillé très activement.

David participe à une réunion qui se tient à Tours le 29 avril 1849 pour préparer les élections législatives du 13 mai auxquelles il est candidat.

Louis Pierre David opposant républicain au coup d'État de 1851 de Bonaparte

David quitte l'enseignement pour le journalisme où il exprime des opinions socialistes. Il entre au journal d'opposition *Le Progrès d'Indre-et-Loire* le 1er octobre 1849, la veille de la mort de son père. Le journal *Le Progrès*, fondé le 1^{er} octobre 1848 pour soutenir l'idéal républicain de février 1848, soutient la candidature du candidat républicain Cavaignac à l'élection présidentielle du 10 décembre 1848. Le département apporte massivement ses suffrages à Louis-Napoléon Bonaparte qui recueille 64 566 voix (79,50 % des voix), Cavaignac n'en obtenant que 9 135 (16,50 %).

Après la dénonciation de certains habitants de Bléré, David écrit, le 7 novembre 1849, à son ami Lauly, maire de Tours du 6 mai 1848 au 7 janvier 1849 : « *on nous a appris à ne douter de rien, ou plutôt à douter de tout* ». Le 25 janvier 1850, il est finalement révoqué par arrêté préfectoral de l'enseignement pour « *l'ardeur qu'il a montré à propager des doctrines subversives ; pour s'être placé à la tête de réunions secrètes et pour avoir perdu la considération qui lui était nécessaire pour faire le bien* ».

En avril 1851, chez l'imprimeur Bideaux, imprimeur du *Progrès*, Louis David publie un ouvrage *De l'organisation démocratique du crédit public, ou les instruments de travail à la portée des travailleurs de toutes les professions* (Bideaux, Tours, 1851).

Les républicains du *Progrès d'Indre-et-Loire* n'ont alors de cesse d'attaquer le pouvoir. David apporte sa contribution au combat républicain par des articles engagés qu'il signe David aîné (« *Paysans, ouvriers, travailleurs, prolétaires, vous ne pouvez être que républicains démocrates* » (21 juin 1851) ; « *La mise en état de siège de toute la France, rêvée par la presse réactionnaire, nous paraît une telle monstruosité que nous avons peine à croire qu'un pareil projet puisse germer dans un cerveau humain. Cependant si une pareille épreuve était encore imposée à la France républicaine, le pays saurait puiser dans son amour de la liberté le dévouement nécessaire du triomphe de la démocratie* » (26 août 1851) ; « *Et ils voudraient qu'on leur confiât la France...pour la sauver disent-ils* » (9 octobre 1851) ; « *Indre-et-Loire. Socialisme en action* » (14 octobre). Les articles s'enchaînent, les 18 et 25 octobre, les 15, 22 et 29 novembre.

Le 2 décembre 1851, Louis-Napoléon Bonaparte perpétue un coup d'État. À Tours, « *Le coup d'État connu de quelques-uns le 2 décembre à 22 heures fut annoncé le lendemain sans susciter un grand enthousiasme [...]. Le 3 décembre, entre 21 et 22 heures, quatre à cinq cents manifestants, pour la plupart des jeunes, parcourent la rue Nationale proférant des menaces, entonnant la Marseillaise et le chant des Girondins. Les autorités municipales s'émurent [...]* » (Bernard Chevalier, *Histoire de Tours*, Privat, 1985).

Dans une lettre datée du 4 décembre adressée au ministre de l'Intérieur, le préfet d'Indre-et-Loire analyse la situation du département : « *Averti, hier, dans la soirée, que des groupes menaçants s'étaient formés devant l'hôtel de ville, je m'y suis transporté aussitôt. Les attroupements d'où partaient des cris et des propos séditeux, n'ont pas tardé à être dissipés, grâce à l'énergie de la garde nationale et de la troupe réunies. Dans ces circonstances des pierres ont été lancés à la garde nationale et aux autorités. Des blessures, heureusement peu graves, en ont été la suite. Plusieurs arrestations ont été opérées. Dans la nuit 6 individus connus pour des gestes de désordre et signalés comme étant les instigateurs des troubles qui venaient d'éclater, ont été placés dans la main de la justice. Une perquisition minutieuse faite en même temps à leur domicile n'a produit aucun résultat [...]. Au moment de vous adresser ce rapport, j'apprends que de nouveaux troubles doivent éclater à Tours dans la soirée, et que les factieux ont le projet de tenter un coup de main à la Prison pour délivrer les individus mis en état d'arrestation* ». Parmi la dizaine d'individus arrêtés le 4 décembre, figure Louis Pierre David, un des républicains d'Indre-et-Loire les plus surveillés, arrêté en pleine nuit, le 4 décembre à 4 heures du matin. Détenu « *par mesure administrative* » à la prison de Tours, David est enregistré dans le registre d'écrou comme suit : « *nez pointu, cheveux et sourcils bruns, bouche moyenne, menton rond, front haut, visage ovale, yeux gris.* ».

Le Journal *Le Progrès* du 6 décembre 1851 relate l'arrestation de David. Interdit, ce journal cesse de paraître définitivement ce 6 décembre. Le préfet par arrêté, fait interdire « *la vente et le colportage du journal Le Progrès d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher sur toute l'étendue du département* ». Le *Journal d'Indre-et-Loire*, journal qui soutient le régime, décrit, dans son édition du 9 décembre, Louis-Pierre David comme un « *ennemi de l'ordre social au milieu duquel il se considère comme déclassé* ».



Vue de Tours au 19ème siècle

Sur 483 personnes recensées en Indre-et-Loire comme suspectes au régime, une trentaine est finalement arrêtée. Le 14 décembre, le préfet fait parvenir au ministre de l'Intérieur un rapport sur la situation depuis le 2 décembre. Dans ce rapport, le préfet signale des événements survenus à Bléré : *« Informé, dans la nuit du 4 qu'un rassemblement armé dont le but était de se porter sur Bléré et de s'emparer de la mairie, se formait près de cette commune (où le parti socialiste dirigé par le nommé David arrêté d'après mes ordres dans la nuit du 3 au 4, compte de nombreux adhérents), j'ai pris immédiatement les dispositions que commandait cet avis »*. De Bléré, le 31 décembre 1851, Anne Colombe David, la mère de Louis Pierre, écrit à Louis Napoléon Bonaparte, en rappelant la carrière de son mari sous l'Empire, pour demander la grâce de son fils emprisonné à Tours.

Sa requête ayant été renvoyé le 16 janvier 1852, elle s'adresse au ministre de l'Intérieur dans une longue lettre de trois pages le 30 janvier : *« je suis veuve, sans aucune fortune, d'un ancien officier de l'Empire, grièvement blessé de deux balles [...] à la bataille de Leipsick. Enlevé mourant du champ de bataille, il ne parvient à rentrer en France qu'au prix des plus cruelles souffrances et des plus grandes privations qu'on puisse imaginer [...]. Enfin licencié avec l'armée de la Loire, il ne tarda pas à être mis à la retraite après plus de vingt années de bons services, une foule de campagnes et de cruelles blessures. La pension aurait dû être fixée au même taux que celles de ses camarades du même grade, cependant il eut la douleur d'apprendre que le gouvernement des Bourbons ne lui allouait que quatre cent cinquante francs pour vivre et élever sa famille. C'est à peu près la moitié de ce qu'il aurait eu sous l'Empire. Tels sont les faits qui m'encouragent, Monsieur le Ministre, à solliciter avec confiance auprès de vous, la mise en liberté de mon fils [...]. J'ose espérer [...] que vous me rendrez la paix de mes vieux jours en me rendant mon fils »*. Louis Pierre David reste en prison à Tours sans jugement jusqu'au 14 mars 1852. Le 6 mars 1852, Louis Pierre écrit au préfet : *« Ma famille a appris par la rumeur publique que la commission départementale aurait décidé que je devrais être interné [...]. Mon travail est ma seule ressource. Pour pourvoir à mon existence, il est indispensable que je puisse trouver à travailler dans la localité où je serai interné. Je crois que je pourrais trouver de l'occupation à Meaux (Seine-et-Marne) »*. Le 13 mars, le préfet, *« vu les décisions prises par la commission mixte »* instituée par la circulaire du 2 février 1852, prend un arrêté d'expulsion de France à son encontre et ordonne que David *« sorte de France dans le délai de huit jours »*. La Commission mixte considère même David *« comme le plus nocif »* des personnes expulsées. Le 16 avril, le préfet du Nord écrit au préfet d'Indre-et-Loire : *« J'ai l'honneur de vous informer que [...] David, expulsé de France [...] [est] sorti de France par Valenciennes le 23 mars »*.

Finally, in the wake of the coup d'État, besides David, five other tourangeaux were expelled from France (Louis Naintré, lawyer in Faye-la-Vineuse, Henri Pesson, lawyer in Château-Renault, Auguste Weis dit Leblanc, bailiff in Tours, Adolphe Carré, coffee shop owner in Grand-Pressigny and Ernest Brouillard, former pharmacist in Heurbault), six were assigned to residence outside the department and three other tourangeaux (François Pinet meunier in Abilly, Pierre Moreau locksmith in Châteaurenault, Célestin Blanchet, hairdresser in Grand-Pressigny) were condemned to transportation in Algeria. Finally, a dozen people were placed under surveillance.

Louis Pierre David, en exil en Belgique

Alexandra David-Néel will recall later in her writings that her father « *fut exclu de l'enseignement par l'évêque de Tours à cause de ses engagements politiques. Militant républicain, opposé à l'autorité de Louis-Napoléon Bonaparte, il a été exilé à la suite du coup d'État du 2 décembre 1851* ».

In exile in Brussels, David, aged 39, married in 1854 with Alexandrine Borghmans, aged 22, native of Brussels and from a very bourgeois Catholic family.



A Bruxelles, scène de rue devant le théâtre, milieu 19ème siècle.

Après amnistie, le couple revient en France et s'installe à Paris en 1859. Louise Eugénie Alexandrine Marie dite Alexandra naît à Saint-Mandé le 24 octobre 1868, 14 ans après le mariage des parents. La mère a 36 ans, le père, déclaré sans profession, a 53 ans. Le père a cessé toute activité professionnelle depuis son mariage, son épouse disposant d'une fortune importante et le couple vit des revenus du patrimoine. Puis les David s'installent cours de Vincennes, dans l'est parisien. Pendant la Commune de Paris, après la répression et la fusillade de mai 1871, son père toujours épris des idées progressistes emmène sa petite fille de deux ans au mur des fédérés où périrent tant de gens afin qu'elle voit et n'oublie jamais : « *après la fusillade, alors que hâtivement on entassait les cadavres dans les tranchées creusées à cette intention [...]. C'était mon père qui voulait que, si possible, je gardasse un souvenir impressionnant de la férocité humaine* » (Alexandra David-Néel, lettre à son mari Philippe Néel, 19 mars 1913).

En mai 1871, Louis David fait la connaissance du géographe anarchiste Élisée Reclus chez les Bakounine à Paris. Élisée Reclus sera toujours un vieil ami de la famille. Après des années d'exil, Reclus revient vivre à Paris jusqu'en 1894. Alexandra, lorsqu'elle viendra dans la capitale française à sa majorité en 1889, fréquentera souvent les Reclus.

Après la Commune de Paris, Alexandra passe les vacances de l'été 1871 en Touraine à Bléré, chez sa grand-mère paternelle Anne Colombe. Profitant d'une inattention, elle s'échappe et s'enfuit par la route qui passe devant le jardin de sa famille. C'est sa « *première fugue* » écrira plus tard Alexandra David-Néel. La grand-mère réside en fait chez son petit-fils Lucien Royné (né en 1840 à Bléré), maire de Bléré et conseiller général (de 1871 à 1880). Ce cousin germain d'Alexandra qui s'est lancé dans la politique, vit à Bléré rue Sainte-Catherine avec sa femme Octavie Charrier et leurs deux enfants, Lucien Adolphe (né en février 1864) et Alice (née en janvier 1872). La grand-mère d'Alexandra décédera à Bléré le 29 mai 1875 à 85 ans.

Le 26 janvier 1873, au foyer des David, naissance d'un garçon qui décède à six mois. Les parents d'Alexandra quittent alors Saint-Mandé et retournent vivre en Belgique, à Louvain, à Bruxelles puis à Ixelles. Ses parents, quasiment indifférents à son éducation, la place en pension dès leur retour en Belgique. Le milieu parental est austère et grave : « *Mes parents : deux statues qui sont restées plus de cinquante ans en face l'une de l'autre, aussi étrangères maintenant que le premier jour de leur rencontre, toujours fermées l'une à l'autre, sans aucun lien d'esprit et de cœur* » (Alexandra, lettre à son mari Philippe Néel du 11 novembre 1904).

Alexandrine voulait absolument un fils et reproche à son mari ses maîtresses et ses soirées politiques et maçonniques : « *une seule fois dans sa vie, il m'a dit quelques mots, donné une brève explication au sujet des maîtresses qu'il avait. Une grande tristesse émanait des raisons qu'il donnait. Il savait, ou pensait, que je pourrais le comprendre et ne garderais pas mauvais souvenir de lui à cause de ses fredaines persistantes de vieillard* » (Alexandra à Philippe Néel, 10 août 1914). Alexandra écrit à son mari : « *toi tu as eu une vie d'enfant, tu as joué, tu as été heureux selon ton âge, tu as eu une jeunesse, tu l'as dirigée, à ton gré, vers les plaisirs de ton choix...Moi, je n'ai rien eu, rien qu'un orgueil qui était mon refuge, qui me tenait lieu de tout* » (27 septembre 1904). « *Mes parents m'ont contrecarrée de toutes les façons imaginables depuis ma petite enfance où il m'était interdit de jouer et d'avoir de petites amies de mon âge* » (lettre à son mari du 15 avril 1921). Alexandra d'ajouter : « *mes parents, comme la plupart des parents-poules qui ont couvé sinon un aigle de grande taille, du moins un diminutif d'aiglon épris de libre vol à travers l'espace, ne comprenaient rien à cela et, quoique pas plus méchants que d'autres, ils m'ont causé plus de mal que ne l'auraient fait un ennemi acharné* ».

Alexandra se passionne pour la philosophie orientaliste et devient rapidement célèbre. Elle s'embarque pour un premier voyage, à Ceylan en 1891, se rend en Indochine en 1895-1897. Elle ne cessera de voyager en Orient : un long périple de 1911 à 1925, puis un autre de 1937 à 1946. Très jeune, elle publie ses premiers articles : en 1893 dans la *Revue de la Société théosophique*, en 1895 dans *l'Étoile Socialiste de Charleroi*.

En 1898, elle publie à Bruxelles un ouvrage, *Pour la vie*, profession de foi anarchiste et libertaire dans la Bibliothèque des Temps nouveaux qui publie Kropotkine, Nettelau,

Malatesta, auteurs certainement chers à son père. Le 28 août 1900, Alexandra donne une conférence sur « *L'autorité parentale* » à la Société anonyme des Arts et Manufactures.

Considérée comme la plus grande exploratrice du XXe siècle, féministe, orientaliste, Alexandra est la première femme occidentale à entrer à Lhassa, interdite alors aux étrangers, en 1924. Auteur de nombreux ouvrages sur le bouddhisme, de récits de voyages au Sahara, en Chine, Japon, Corée, Inde, Tibet, Mongolie, Alexandra s'est mariée à Tunis le 4 août 1904 avec Philippe Néel d'origine protestante (1861-1941).

Le père d'Alexandra, Louis Pierre David, meurt à Bruxelles le 20 décembre 1904, à 89 ans : « *Mon père est mourant. Il faut que j'aille à Bruxelles [...]. Malgré tout, c'est mon père vois-tu* » (lettre à son mari, 3 décembre 1904), « *Mon pauvre papa est la seule personne que j'ai le plus aimée au monde, [...]. Un homme charmant, un causeur brillant, érudit [...]. Je suis tellement sa fille, sa fille à lui tout seul, et je hais si fort en moi tout ce qui peut m'avoir été transmis par l'hérédité maternelle* », « *Tout le passé triste revit pour moi entre les meubles familiers témoins de ma misérable jeunesse* » (lettre à son mari, 10 décembre 1904). Sa mère meurt en janvier 1917 à 85 ans, Alexandra est alors en Orient depuis 1911. Sa mère sur laquelle Alexandra écrivit à son mari le 24 août 1905 : « *Les sentiments « affectueux » que ma mère nourrit à mon égard paraissent s'être encore développés. Je suis plus étrangère que jamais et de mon côté je sens que le peu d'attachement que j'avais pu conserver pour elle s'est éteint devant son indifférence méchante. Tout en moi lui déplait, comme tout lui déplaisait en mon père. Je lui ressemble tant !...Je suis la fille de l'homme qu'elle n'a pas aimé, je suis sa fille à lui seul, malgré le sang dont elle m'a faite et le lait dont elle m'a nourrie. Je suis un parasite [...] qui a grandi en elle...Voilà, mon ami, ce qui attend les femmes imprudentes pour chercher dans la maternité la consolation d'une union mal assortie* ».

Alexandra David-Néel est décédée à 101 ans le 8 septembre 1969 à Digne (Alpes de Haute Provence).

Recherches historiques et rédaction :

Georges-François Pottier, Archives départementales d'Indre-et-Loire

Sources

Archives départementales d'Indre-et-Loire

Etat-civil,

Recensement de population

1 M 278-279,

4 M 134-135, 924,

1 R 97,

2 Y 234,

E dépôt 27/1 R 13,

2 O 21/18,

T 255,

3U3/133